



**Visite au Canada
du président du gouvernement
d'Espagne,
M. José María Aznar**

les 29 et 30 mai 2001

Cahier d'information



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
8 6149602 9305 3

Printed on
recycled paper



Imprimé sur du
papier recyclé

DOCS
CA1 EA 2001V35 EXF
Visit to Canada by Jose Maria Azna
Chief of the Government of Spain
May 29-30, 2001 : background
information. --
62387299

Table des matières

Renseignements généraux

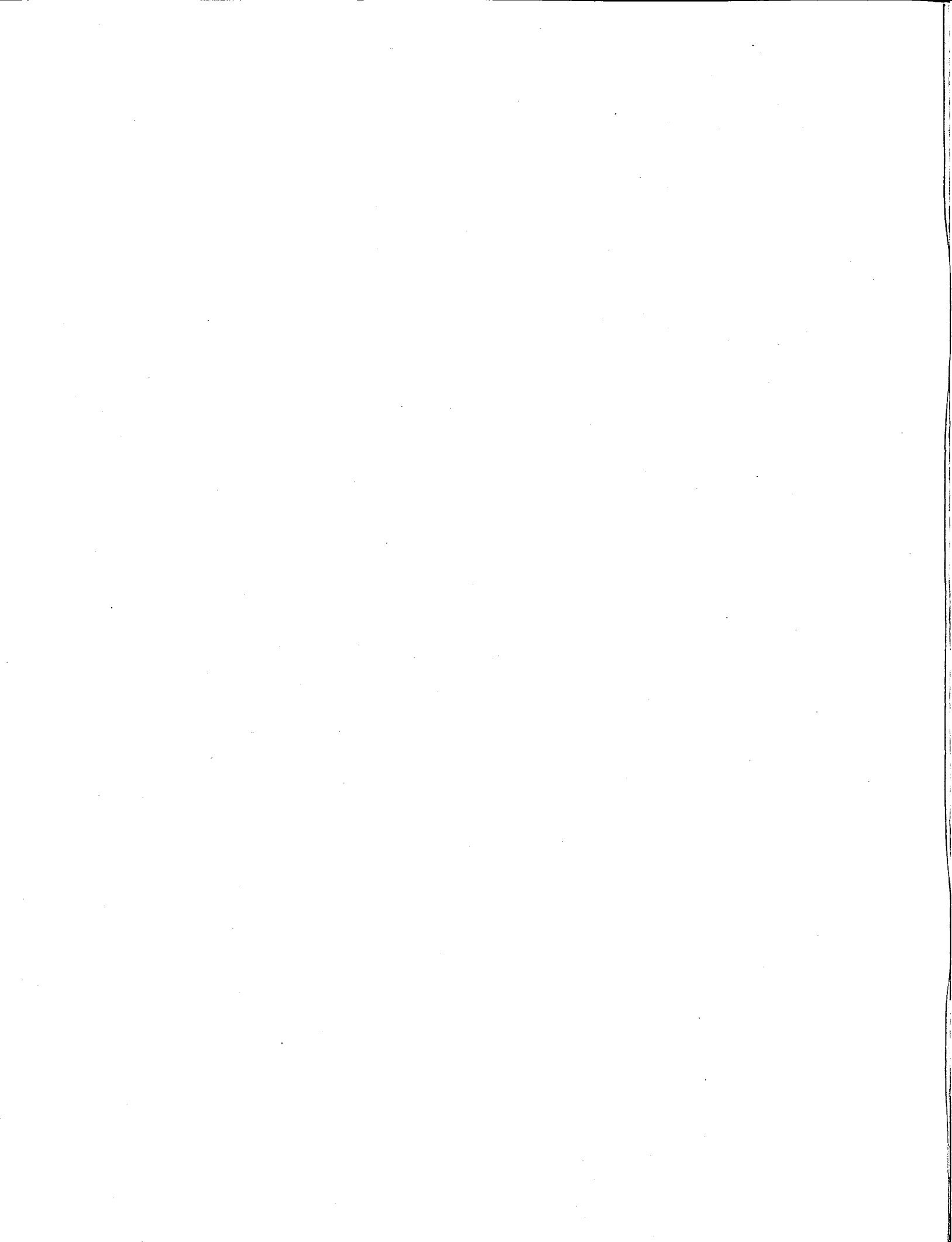
Les relations entre le Canada et l'Espagne 7

Espagne (fiche technique) 9

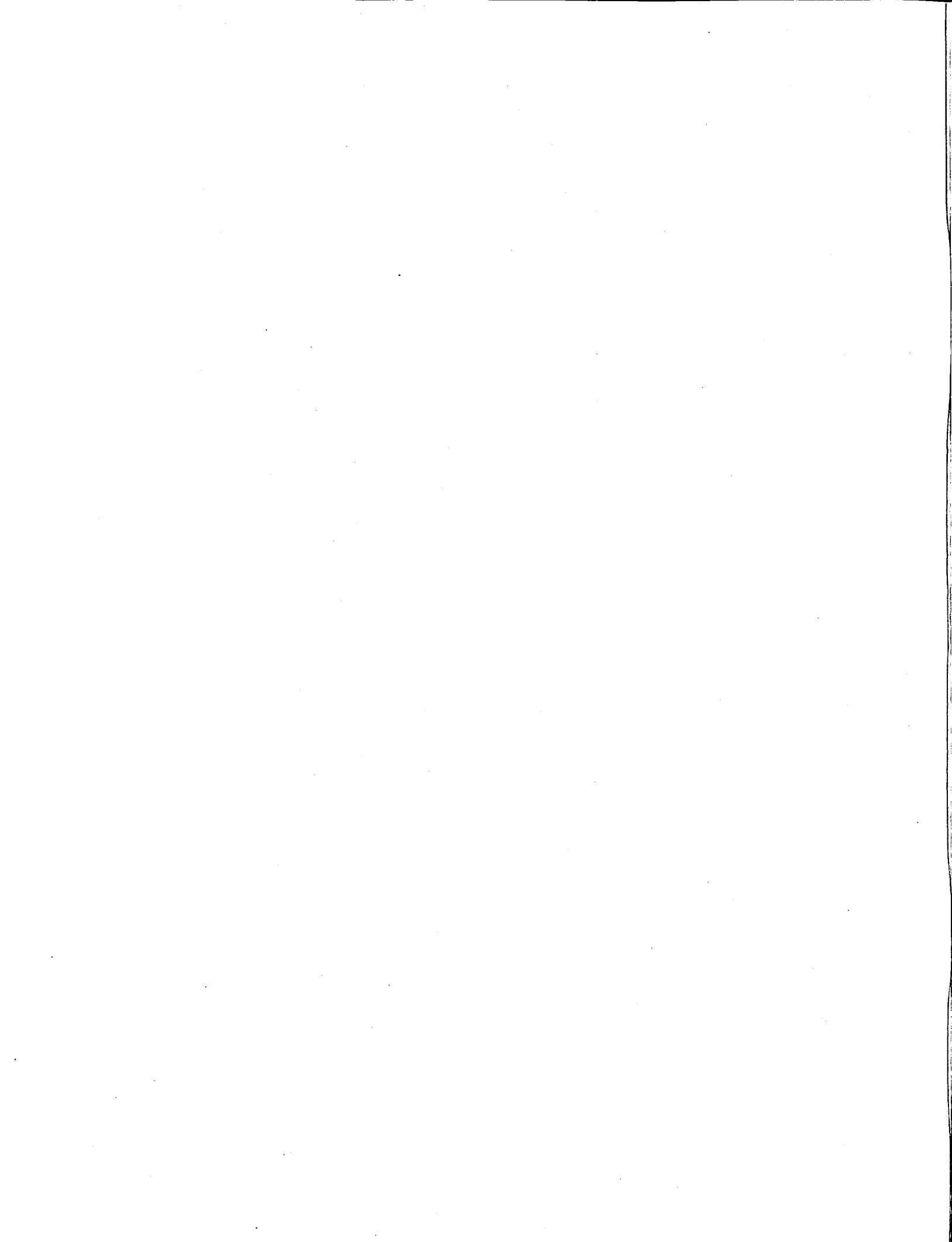
Notices biographiques

Le président du gouvernement d'Espagne, M. José María Aznar 13

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 14



Renseignements généraux



Les relations entre le Canada et l'Espagne

- Le Canada et l'Espagne prennent part à des tribunes internationales comme les Nations unies, l'Organisation de coopération et de développement économiques, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et l'Agence spatiale européenne.
- Les chefs de gouvernement espagnol et canadien, qui se sont rencontrés quatre fois depuis 1996, et dernièrement au Sommet du millénaire tenu en septembre 2000 à New York, entretiennent d'excellentes relations.
- Le ministre canadien du Commerce international a visité l'Espagne en mai 2001 et en octobre 2000, quand il a dirigé une délégation de gens d'affaires canadiens.
- À l'occasion de la visite au Canada du ministre espagnol des Affaires étrangères en 1998, les deux pays ont convenu de tenir régulièrement des consultations de haut niveau sur des questions bilatérales et d'échanger leurs points de vue sur des questions multilatérales. Depuis, des rencontres ont eu lieu deux fois par an.
- Le Canada et l'Espagne ont des intérêts en commun qui ont donné lieu à une coopération dans un certain nombre de domaines, dont la promotion d'un traité international d'interdiction des mines antipersonnel et la création d'une cour criminelle internationale.
- Le Canada et l'Espagne tiennent de fréquentes consultations sur les affaires touchant l'ONU, notamment l'éventuelle réforme de certaines institutions telles que le Conseil de sécurité. Les délégations des deux pays travaillent en étroite collaboration et ont fréquemment appuyé leurs candidats respectifs à des postes dans des comités ou à des postes supérieurs au sein du système des Nations unies et d'autres organisations internationales.
- Dans la récente déclaration commune concernant les relations globales et la coopération en matière de pêche, les deux pays ont réaffirmé leur conviction selon laquelle les ressources halieutiques devraient être exploitées de façon durable et responsable. Ils ont en outre reconnu l'importance d'un cadre général de principes communs découlant de la Convention de 1982 des Nations unies sur le droit de la mer et de l'Accord des Nations unies sur les stocks chevauchants et fortement migrateurs.

Commerce et investissement

- Exception faite de 1996, le commerce entre le Canada et l'Espagne s'accroît de façon régulière en raison de la forte croissance économique que connaissent les deux pays depuis les dernières années. En 2000, le commerce bilatéral totalisait presque 1,6 milliard de dollars canadiens, la balance commerciale demeurant en faveur de l'Espagne.
- Selon les statistiques disponibles pour 2000, les exportations canadiennes en Espagne représentaient 656,1 millions de dollars, alors que celles de 1999 se chiffraient à 634 millions. Pour leur part, les exportations espagnoles vers le Canada représentaient 941,9 millions de dollars en 2000, à la hausse par rapport à celles de 1999, qui totalisaient 855 millions.
- Les principaux secteurs d'exportation du Canada vers l'Espagne sont les légumes, la pâte de bois, les minerais, les scories et les cendres, les produits de papier, les machines électriques et autres machines, le bois, diverses céréales, les semences, les fruits, le matériel d'aéronautique et le matériel et les services de télécommunications.
- Les principales exportations de l'Espagne vers le Canada sont les machines, les véhicules (sauf chemins de fer), les chaussures, les produits chimiques organiques, le fer et l'acier, les combustibles minéraux et les légumes.
- Les statistiques pour 2000 indiquent 632 millions de dollars en investissement direct espagnol au Canada. Toutefois, les investissements majeurs de Ferrovial pour la conception, la construction et l'exploitation de l'autoroute 407 autour de Toronto représentent 3,1 milliards de dollars en investissement initial et 900 millions de dollars supplémentaires pour les coûts de construction, le service de la dette et le fonds de roulement. Le tout constitue une transaction d'une valeur totale de 4 milliards de dollars, et à lui seul, il représente le plus important investissement direct en installations nouvelles dans quelque pays que ce soit. En outre, l'investissement de 900 millions de dollars du Groupe Cepsa, importante entreprise pétrochimique espagnole, ne figure pas encore dans les statistiques; il porterait le montant estimatif total de l'investissement à environ 6 milliards de dollars.
- L'investissement direct canadien en Espagne représentait environ 362 millions de dollars canadiens en 2000. Il faut aussi tenir compte des investissements majeurs de Nortel, Bombardier, Quebecor, CAE Electronics entre 1999 et 2001, même si les statistiques actuellement accessibles n'en intègrent qu'une partie.

ESPAGNE

Capitale : Madrid

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

504 780 km²

Population

40 millions d'habitants (2000)

Principales langues

Espagnol, catalan, galicien, basque

Taux de croissance de la population

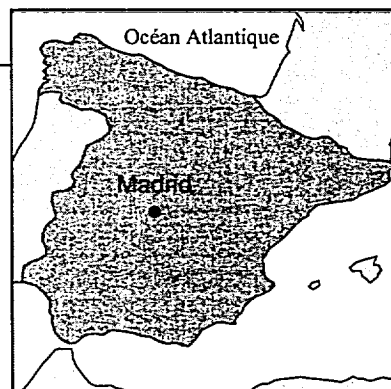
0,11 % (est. 2000)

Principaux groupes religieux

Catholiques (99 %)

Pays environnants

Andorre, France, Gibraltar, Portugal, Maroc



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Ministre des Finances, de l'Économie et du Trésor

M. Rodrigo Rato y Figaredo

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Congrès des députés

Ministre des Sciences et de la Technologie

M^{me} Anna María Birulés y Bertrán

Dirigeants

Le roi Juan Carlos I

Le président du gouvernement, José María Aznar

Indice du développement humain de l'ONU (2000)

L'Espagne se classe 21^e sur 174 pays.

Ministre des Affaires étrangères

M. Josep Piqué i Camps

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

660 milliards de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

3,4 % (décembre 2000)

Taux de croissance du PIB

4,1 % (2000)

Taux de chômage

14 % (est. 2000)

PIB par habitant

16 502 \$US (1998)

Principales exportations

Machines, véhicules motorisés, denrées alimentaires, autres biens de consommation

Principales importations

Machines et équipement, combustibles, produits chimiques, produits semi-finis, denrées alimentaires, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada

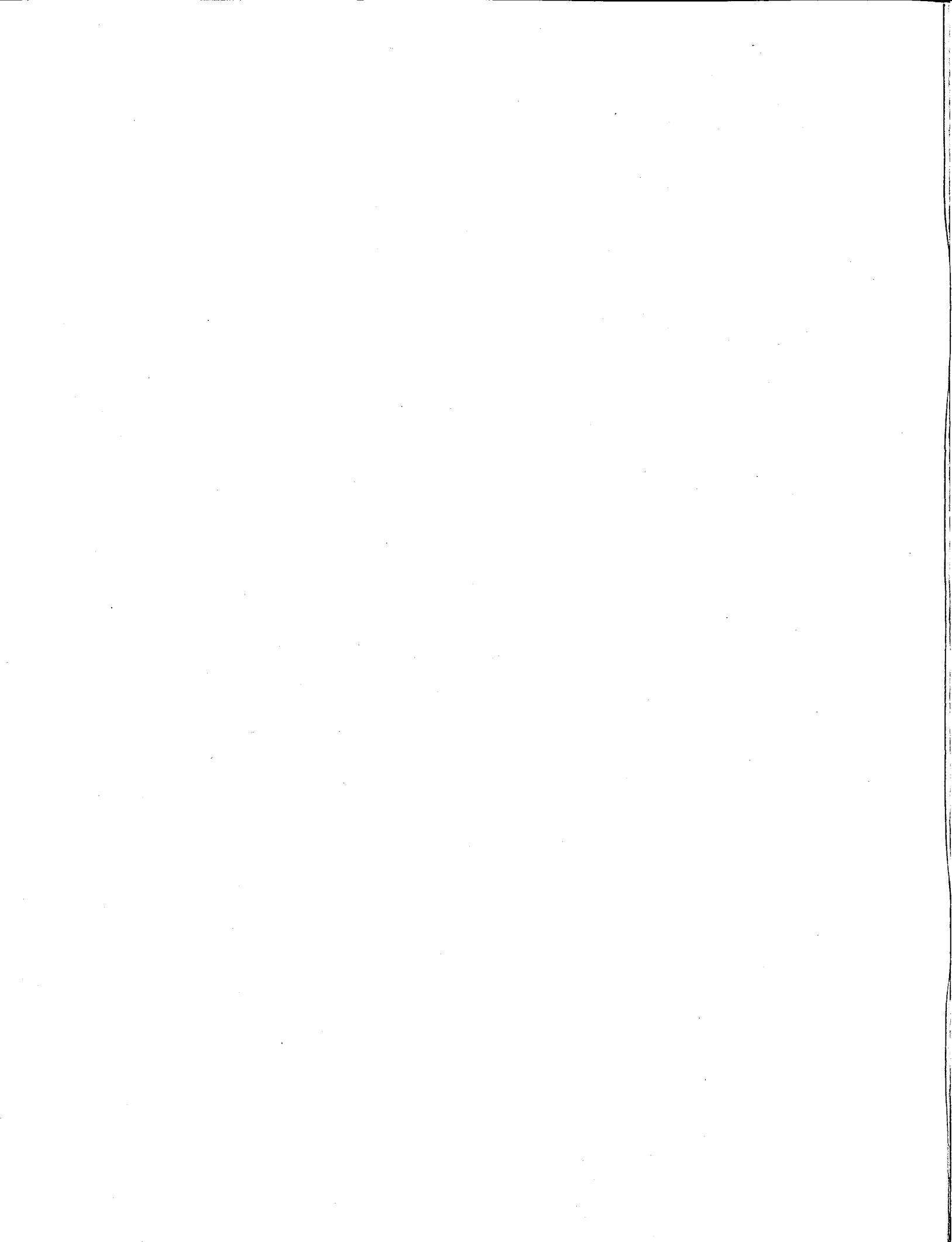
941,9 millions de dollars (2000), en machines, véhicules (sauf pour rail), chaussures, produits chimiques organiques, fer et acier, combustibles minéraux, légumes

Principales importations en provenance du Canada

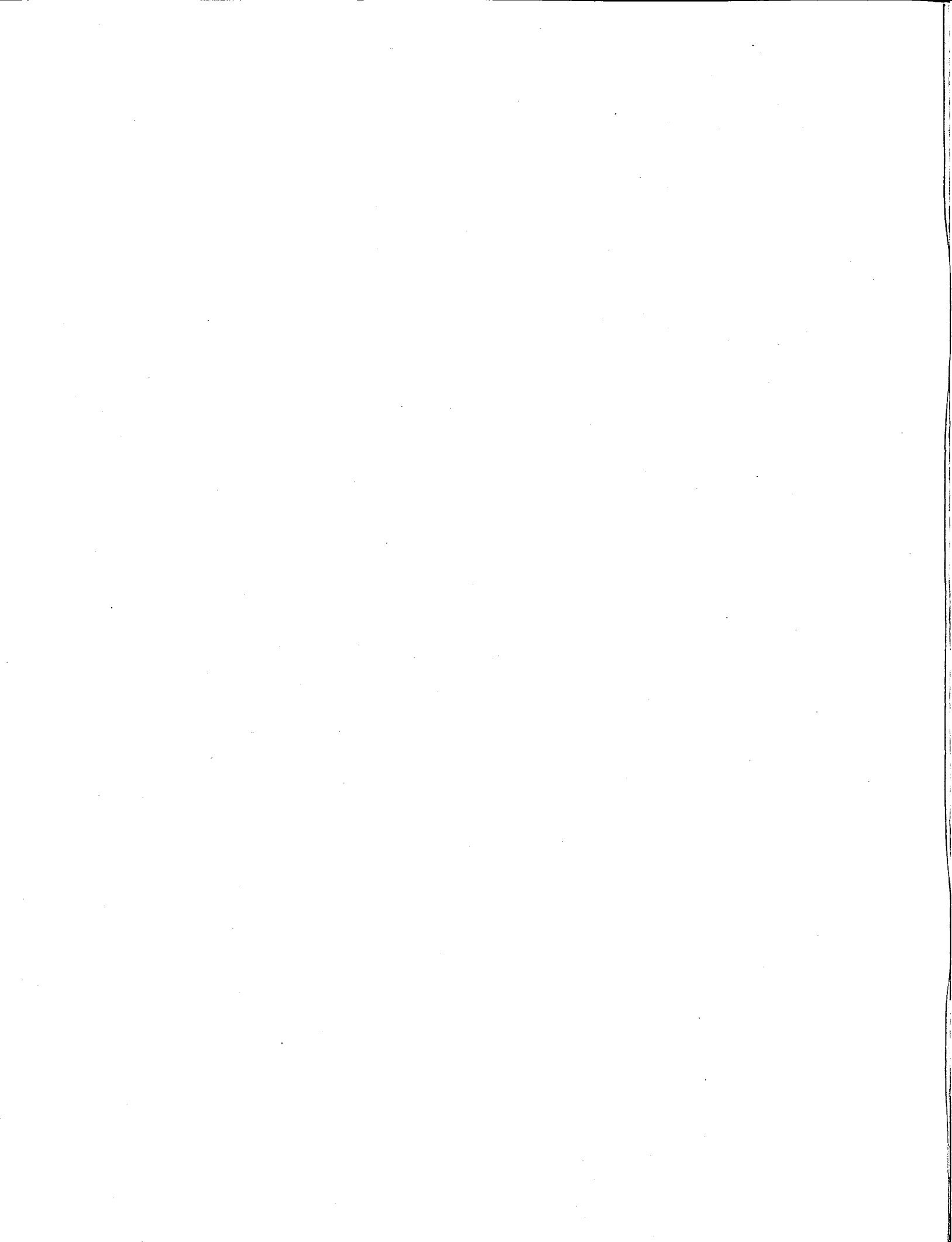
656,1 millions de dollars (2000), en légumes, pâte de bois, minerais, scories et cendres, produits de papier, machines électriques et autres machines, bois, diverses céréales, semences et fruits, matériel d'aéronautique et matériel et services de télécommunications

Représentant du Canada

M. Alain Dudoit, Ambassadeur, Ambassade du Canada, Calle Nuñez de Balboa, 35 Madrid, 28080, España
Téléphone : (011-34) 91.423.32.50, Télécopieur : (011-34) 91.423.32.52, Site Web : www.canada-es.org



Notices biographiques



Le président du gouvernement d'Espagne, M. José María Aznar

M. José María Aznar est né à Madrid le 25 février 1953. Il a obtenu une licence en droit de l'Université Complutense, de Madrid.

D'abord inspecteur des finances de l'État, M. Aznar est devenu secrétaire général de l'Alliance populaire espagnole en 1982, poste qu'il a occupé jusqu'en 1987. Au cours des mêmes années, il a été député pour Ávila. Il a été président de la communauté autonome de Castille et León de 1987 à 1989, année où il a assumé la vice-présidence nationale du Parti populaire.

Après avoir été le candidat du Parti populaire à la présidence du gouvernement en 1989, M. Aznar a été élu président national de son parti. Il a été élu au Congrès des députés, représentant la ville de Madrid, puis est devenu président du Groupe parlementaire populaire.

M. Aznar est devenu président du gouvernement espagnol le 5 mai 1996. Suite aux élections générales du 12 mars 2000, il a été reconduit dans ses fonctions.

M. Aznar est marié et père de trois enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et Développement du Nord; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu porte-parole pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il était aussi conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de novembre 2000, il a été réélu comme député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation de gouvernements majoritaires.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

doc
CA1
EA
2001V35
EXF

b 3536993(E)
b 3537006(F)



**Visit to Canada
by José María Aznar
Chief of the
Government of Spain**

May 29–30, 2001

Background Information

Canada



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

Canada–Spain Relations 7

Spain (fact sheet) 9

Biographies

José María Aznar, Chief of the Government of Spain 13

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 14

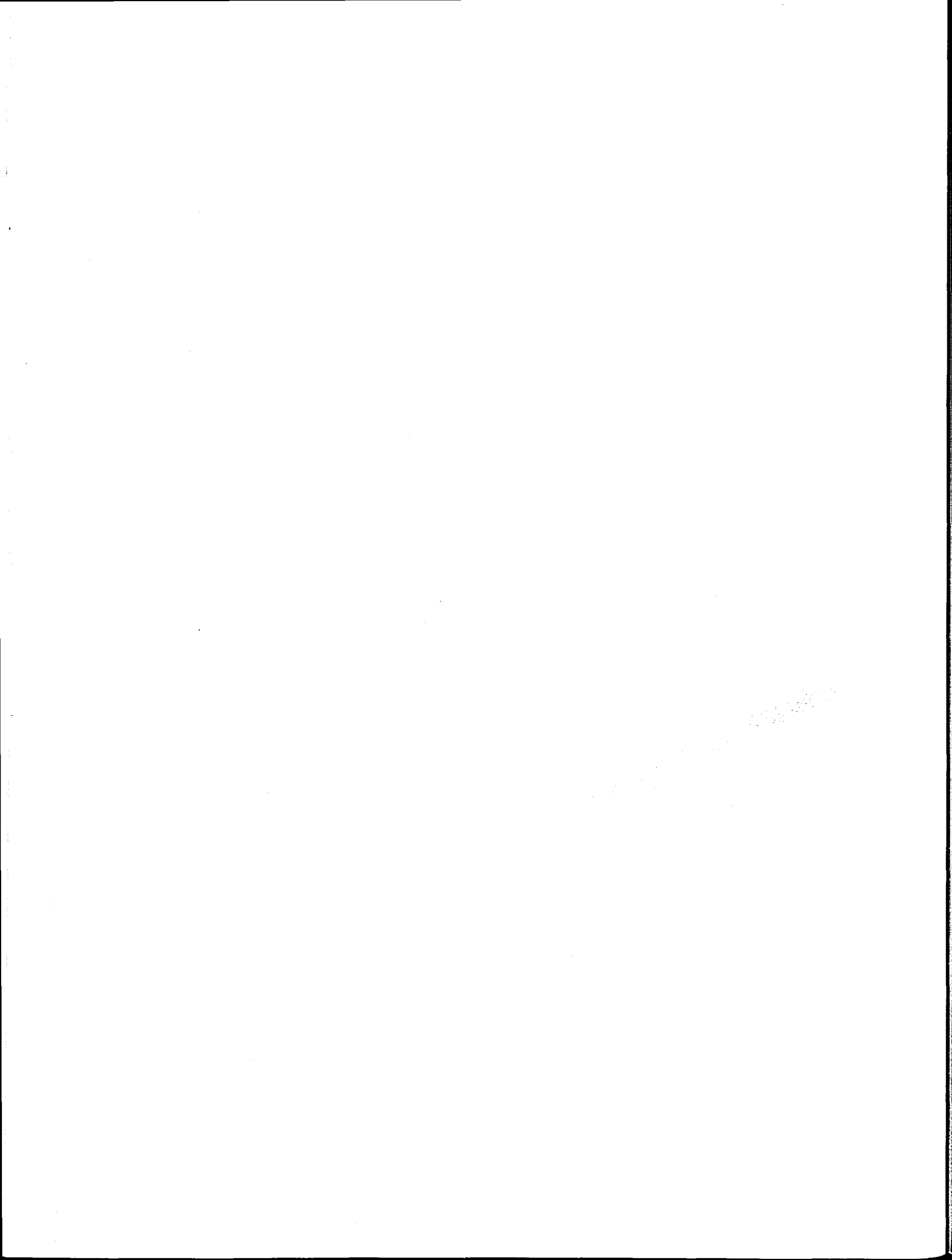
Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

OCT 5 2001

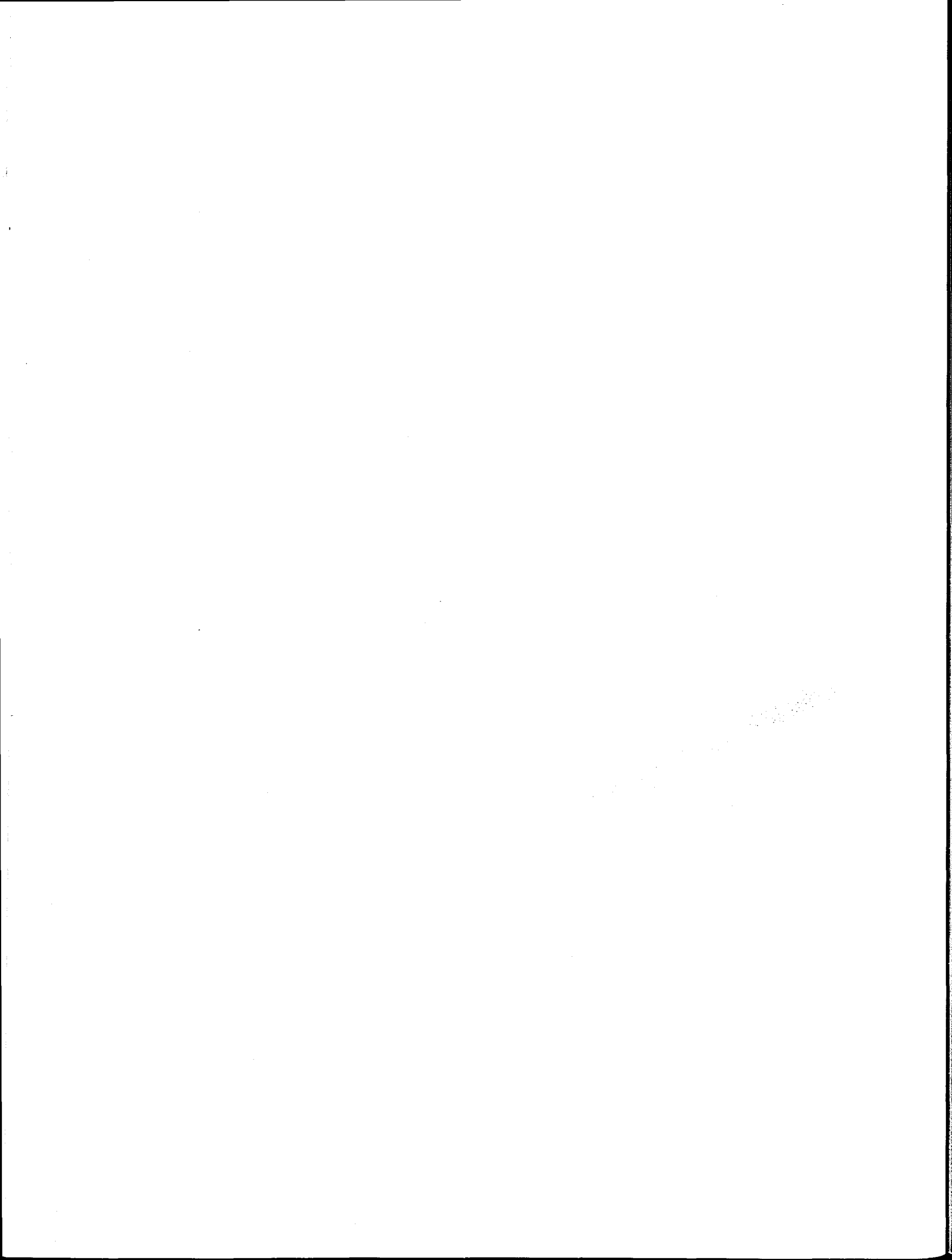
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

623 87301 (SF)

623 87299 (CF)



General Information



Canada–Spain Relations

- Canada and Spain participate in international forums such as the United Nations, the Organisation for Economic Co-operation and Development, NATO, the Organization for Security and Cooperation in Europe and the European Space Agency.
- An excellent relationship has been established between the Canadian and Spanish heads of government. They have met four times since 1996, most recently in September 2000 at the Millennium Summit in New York.
- Canada's Minister for International Trade visited Spain in May 2001 and in October 2000, when he led a delegation of Canadian business people.
- During a 1998 visit to Canada by the Spanish Minister of Foreign Affairs, Canada and Spain agreed to hold regular high-level consultations on bilateral issues and to exchange views on multilateral questions. Twice annual meetings have been held since that time.
- Canada and Spain have discovered a level of shared interest that has led to co-operation in a number of areas. These include jointly advocating support for a worldwide ban on landmines and for creating the International Criminal Court.
- Canada and Spain hold frequent consultations on UN affairs — including the potential reform of certain UN institutions like the Security Council. The two countries' delegations work closely together and have frequently supported each others candidates for positions on committees or senior posts within the UN system and other international organizations.
- In the recent Joint Declaration regarding the Overall Relationship and Fisheries Cooperation, Canada and Spain reaffirmed their conviction that fishing resources should be exploited in a sustainable and responsible manner. Canada and Spain have also acknowledged the importance of the general framework of common principles deriving from the 1982 UN Convention on the Law of the Sea and from the Agreement on Straddling and Highly Migratory Fish Stocks.

Trade and Investment

- With the exception of 1996, trade between Canada and Spain has been increasing steadily as a result of the strong economic growth in both countries in recent years. In 2000, bilateral trade totalled nearly \$1.6 billion, with the balance of trade in Spain's favour.

- Statistics available to date for 2000, indicate that Canadian exports to Spain were \$656.1 million, compared with \$634 million in 1999. Spanish exports to Canada in 2000 were \$941.9 million, up from \$855 million in 1999.
- Canada's main exports to Spain include vegetables; wood pulp; ores, slag, and ash; paper products; machinery; electrical machinery; wood; miscellaneous grain; seed and fruit; aeronautics equipment; and telecommunications equipment and services.
- Spain's main exports to Canada include machinery, vehicles (not railway), footwear, organic chemicals, iron and steel, mineral fuel, and vegetables.
- Statistics for 2000 indicate \$632 million of direct Spanish investment in Canada. However, Ferrovial, which won a competition to design, construct and operate Highway 407 in the Toronto area, is making a \$3.1 billion initial investment and adding \$900 million for construction costs, debt service and working capital, for a total of \$4 billion. Ferrovial's investment alone represents Spain's largest single foreign direct investment in an undeveloped site. As well, a \$900 million investment by the Cepsa Group, a major Spanish petrochemical company, is not yet reflected in statistics. This would bring Spain's total estimated investment in Canada to about \$6 billion.
- Canadian direct investment in Spain was about \$362 million in 2000. There were major investments by Nortel, Bombardier, Quebecor, and CAE Electronics between 1999 and 2001, but some of these figures are not yet reflected in available statistics.

SPAIN

Capital: Madrid

GEODATA

Area

504,780 km²

Population

40 million (2000)

Major languages

Spanish, Catalan, Galician, Basque

Population growth rate

0.11% (2000 est.)

Major religious groups

Roman Catholic (99%)

Surrounding countries

Andorra, France, Gibraltar, Portugal, Morocco



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Minister of Finance (Economy and Treasury)

Rodrigo Rato y Figaredo

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Congress of Deputies

Minister of Science and Technology

Anna María Birulés y Bertrán

Leaders

King Juan Carlos I

Chief of the Government José María Aznar

UN Human Development Index (2000)

Spain ranks 21st among 174 countries

Minister of Foreign Affairs

Josep Piqué i Camps

ECONOMIC DATA

GDP

\$660 billion US (2000)

Inflation rate

3.4% (December 2000)

GDP growth rate

4.1% (2000)

Unemployment rate

14% (2000 est.)

GDP per capita

\$16,502 US (1998)

Main exports

Machinery, motor vehicles, foodstuffs, other consumer goods

Main imports

Machinery, and equipment, fuels, chemicals, semifinished products, foodstuffs, consumer goods

Main exports to Canada

\$941.9 million (2000), including machinery, vehicles (not railway), footwear, organic chemicals, iron and steel, mineral fuel, vegetables

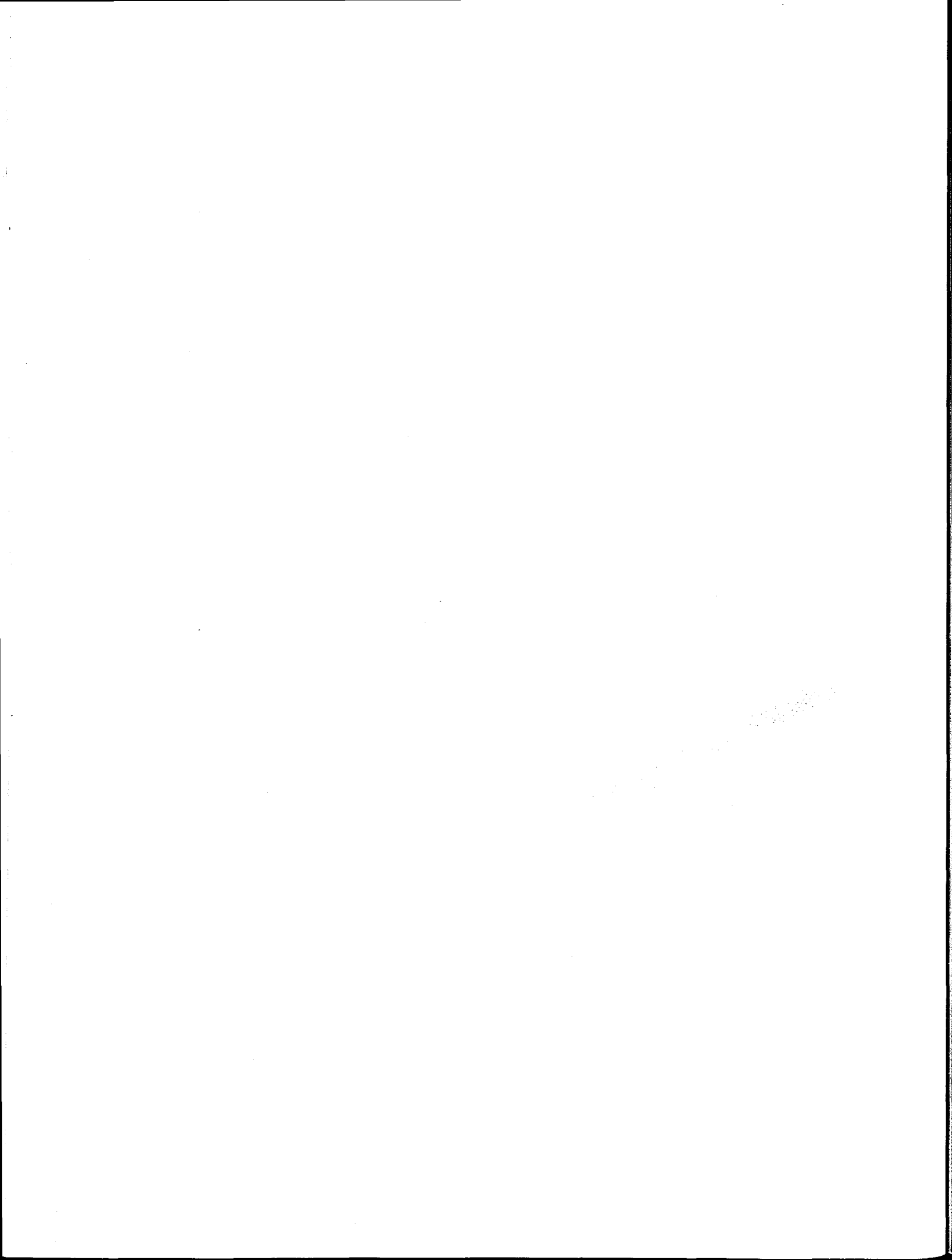
Main imports from Canada

\$656.1 million (2000), including vegetables; wood pulp; ore, slag, and ash; paper products; machinery; electrical machinery; wood; miscellaneous grain; seed and fruit; aeronautics equipment; telecommunications equipment and services

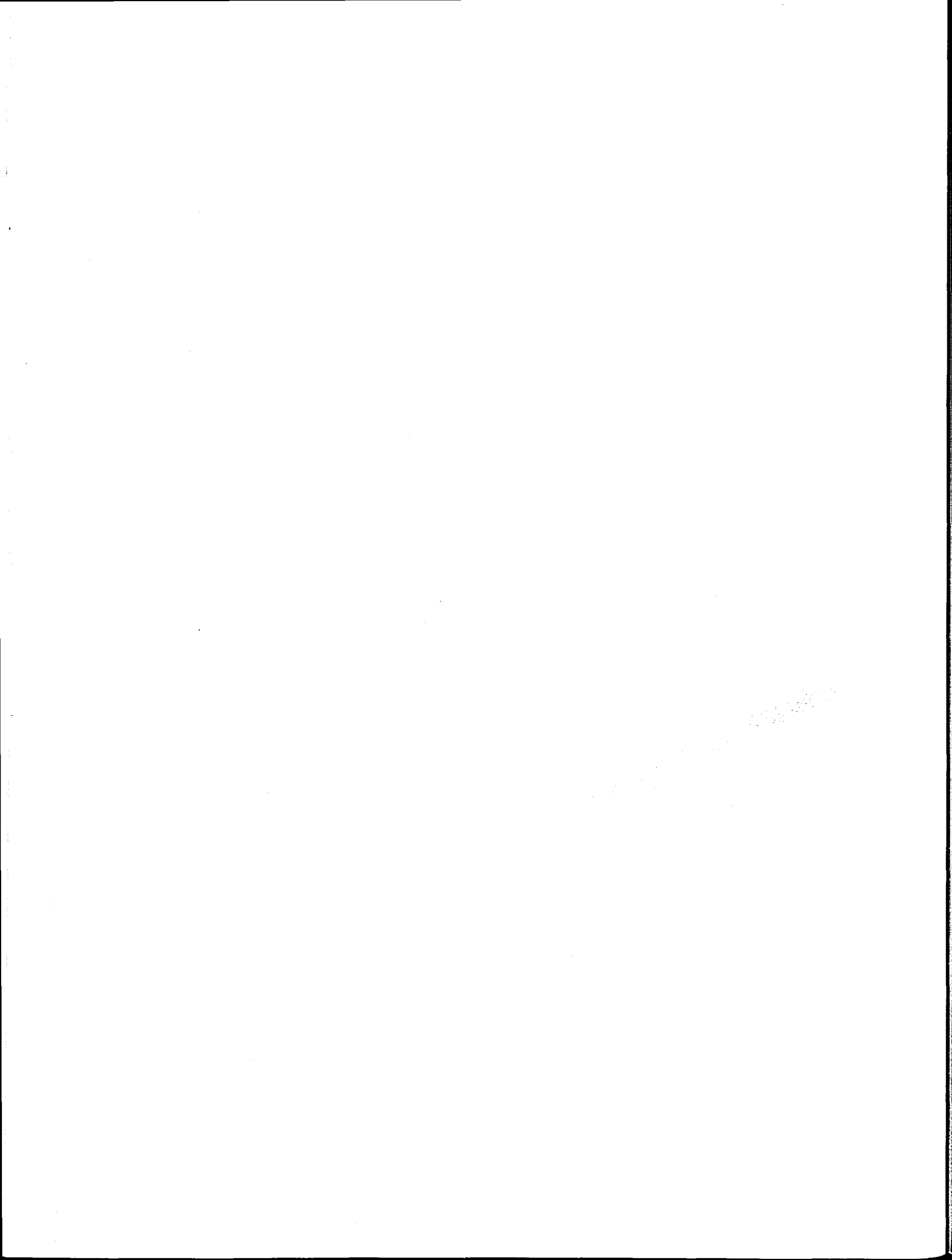
Canadian Representative

Alain Dudoit, Ambassador, The Canadian Embassy, Calle Nuñez de Balboa, 35 Madrid, 28080, España

Phone: (011-34) 91.423.32.50, Fax: (011-34) 91.423.32.52, Web site: www.canada-es.org



Biographies



José María Aznar

Chief of the Government of Spain

José María Aznar was born in Madrid on Feb. 25, 1953, and received a law degree from the Complutense University of Madrid.

During his early career, Mr. Aznar was an inspector of state finances. From 1982 to 1987, he was secretary general of the Popular Alliance party and member of the legislature for Ávila. He was president of the autonomous community of Castile and Leon from 1987 until 1989, when he became national vice-president of the Popular Party.

In 1989, Mr. Aznar became the Popular Party's candidate for the presidency of the government and was named party president.

He was elected to represent Madrid in the national legislature and was president of the Popular Parliamentary Group.

Mr. Aznar became Chief of the Government of Spain on May 5, 1996. He was re-elected in general elections of March 12, 2000.

Mr. Aznar is married and has three children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and in November 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.